



KPMG S.A.
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France

Fonds Commun de Placement SPPI PATRIMOINE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 29 septembre 2023
Fonds Commun de Placement
SPPI PATRIMOINE
11 bis, rue Scribe - 75009 Paris

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre.
KPMG S.A.
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Limited, une entité de droit anglais.
(« private company limited by guarantee »).

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris La Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG S.A.
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France

Fonds Commun de Placement SPPI PATRIMOINE

11 bis, rue Scribe - 75009 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 29 septembre 2023

Aux porteurs de parts,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif SPPI PATRIMOINE constitué sous forme de fonds commun de placement relatifs à l'exercice clos le 29 septembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds commun de placement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} octobre 2022 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les instruments financiers en portefeuille, et sur la présentation d'ensemble des comptes, au regard du plan comptable des organismes de placement collectif à capital variable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion établi par la société de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds commun de placement à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds commun de placement ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds commun de placement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds commun de placement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense

KPMG S.A.

Signature numérique de
Isabelle Bousquie
KPMG le 26/12/2023 22:52:55

Isabelle Bousquie
Associé

RAPPORT ANNUEL

Fonds commun de placement

SPPI PATRIMOINE

Exercice du 01/10/2022 au 29/09/2023

- Commentaire de gestion
- Rapport du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels

Forme juridique : FCP

L'objectif de gestion

Cet OPCVM a pour objectif de gestion la recherche d'une performance nette de frais supérieure à celle de l'indicateur composite de référence 75% FTSE MTS EUROZONE GOVT BOND 3-5 Y + 25% EURO STOXX, sur la durée de placement recommandée.

La composition de l'OPCVM peut s'écarter significativement de la répartition de l'indicateur. L'OPC est géré activement.

Les indices sont retenus en cours de clôture et exprimés en euro, coupons et dividendes réinvestis

Stratégie d'investissement

Dans le cadre d'une gestion discrétionnaire, la stratégie d'investissement consiste à rechercher les opportunités se présentant sur les différents marchés de la zone euro (actions, obligations, monétaire) permettant d'optimiser le rendement du portefeuille.

La stratégie utilisée procède des éléments suivants :

- Une gestion flexible de la construction de portefeuille : la sélection des titres vifs comme celle des parts ou actions des OPCVM et/ou FIA est effectuée en fonction de critères quantitatifs, (secteurs d'activité, perspectives d'activité des sociétés pour les titres vifs), et qualitatifs (société de gestion, gérant, process pour les OPCVM et FIA). Cette construction a pour vocation d'être évolutive et dynamique dans le temps et qui peut s'écarter, selon les périodes, de la composition de l'indicateur.
- Une définition de l'allocation stratégique de long terme à partir de l'analyse des fondamentaux économiques.

Pour la sélection et le suivi des titres de taux, la société de gestion ne recourt pas exclusivement ou mécaniquement aux agences de notation. Elle privilégie sa propre analyse de crédit qui sert de fondement aux décisions de gestion prises dans l'intérêt des porteurs.

L'OPCVM s'engage à respecter les fourchettes d'expositions sur l'actif net suivantes :

- De 40% à 100% en instruments financiers de taux, souverains, du secteur public ou privé, y compris de pays émergents, de toutes notations selon l'analyse de la société de gestion ou celle des agences de notation, ou non notés, émis par des émetteurs de toutes zones géographiques, dont :
 - de 0% à 20% en instruments de taux spéculatifs « high yield » au moment de l'acquisition.
 - de 0 à 10% en instruments de taux de pays émergents.

Est considérée comme « Investment Grade », toute émission :

- Pour le long terme, notée au minimum BBB-/Baa3/BBB- par au moins une des 3 agences de notation, Standard & Poor's, Moody's ou Fitch ou selon l'analyse de la société de gestion de portefeuille.
- Pour le court terme, notée au minimum A3/P3/F3 par au moins une des 3 agences de notation, Standard & Poor's, Moody's ou Fitch ou selon l'analyse de la société de gestion de portefeuille.

Lorsque l'émission n'est pas notée, la notation de l'émetteur est retenue.

Est considérée comme spéculative (High Yield) toute émission qui ne respecte pas ces critères de notation.

La fourchette de sensibilité de l'OPCVM au risque de taux est comprise entre 0 et + 5.

- De 0% à 50% sur les marchés d'actions internationales, y compris de pays émergents, de toutes capitalisations, de tous les secteurs dont :
 - de 0% à 25% aux marchés d'actions de petite et moyenne capitalisations (< 1 milliard d'euros).
 - de 0% à 10% aux marchés d'actions de pays émergents.
- De 0% à 40% en obligations convertibles libellées en euro.
- De 0% à 10% au risque de change sur les devises hors euro.

Il peut être investi :

- en actions,
- en titres de créance et instruments du marché monétaire,
- jusqu'à 10% de son actif net en OPCVM et FIA européens ouverts à une clientèle non professionnelle, et répondant aux conditions de l'article R.214-13 du Code Monétaire et Financier.

Il peut également intervenir sur les :

- contrats financiers à terme ferme ou optionnels utilisés à titre de couverture et/ou d'exposition aux risques d'action, de taux et de couverture uniquement du risque de change.
- titres intégrant des dérivés, utilisés à titre de couverture et/ou d'exposition aux risques d'action, de taux, et de change.

Ces instruments peuvent entraîner une surexposition globale de 20% maximum de l'actif net.

COMMENTAIRE DE GESTION

Environnement économique et financier

Quatrième trimestre 2022

Nous avons assisté à un véritable crack du marché obligataire. Le taux 10 ans américain est passé de 1,51% à 3,88% en 1 an après avoir touché un plus haut de 4,24% en octobre. Négatif (-0,19%) en fin d'année 2021, le taux 10 ans allemand a terminé l'année à +2,57%, soit une hausse de 276bp accompagné d'un fort mouvement d'aplatissement de la courbe des taux. Le marché du crédit a été fortement pénalisé avec un élargissement des spreads sur l'ensemble des catégories de rating. L'indice Crossover 5 ans (catégorie high yield) s'est élargi de 232bp, passant de 242bp à 474bp après un plus haut à 672bp au mois de septembre. Le coût de financement est ainsi devenu prohibitif pour un grand nombre de sociétés notées dans la catégorie haut rendement réduisant le nombre de nouvelles émissions. Le cumul de ces deux mouvements a pénalisé l'indice obligataire européen (Bloomberg Euro Aggregate) qui a connu une chute historique de -17,18% sur l'année.

L'indice mondial des actions (MSCI world en USD) a reculé de 17,71% sur l'année. Le marché américain a été particulièrement touché sur sa composante technologique avec une baisse de 32,51% de l'indice Nasdaq.

Les actions européennes ont également connu une forte baisse (-11,45% pour l'indice Eurostoxx dividendes réinvestis) avec de très fortes disparités en fonction des secteurs. Le secteur de l'énergie (+24,43%) et les matériaux de base (+4,27%) ont profité de la hausse des matières premières. Le secteur bancaire, porté par la hausse des taux a limité la baisse à -2,19%. A l'inverse, les biens de consommation non cycliques (-32,59%), les valeurs technologiques (-28,43%), la construction (-21,09%) et l'automobile (-20,08%) ont particulièrement souffert de l'environnement. Les résultats des sociétés ont globalement bien résisté, ce qui a conduit à une baisse sensible de la valorisation du marché européen (PER moyen de 12x contre 15x en début d'année).

L'euro a fortement baissé en début de période passant de 1,14 à 0,95 avant de se reprendre en fin de période suite notamment au changement de politique monétaire de la BCE. Il termine l'année à 1,07 EUR/USD en baisse de 6,14%. Suite à l'invasion de l'Ukraine, le baril de pétrole a connu une envolée à 120 dollars avant de reculer à 85,90 dollars toutefois supérieur au niveau pré-guerre, dans l'anticipation de la croissance économique mondiale.

Premier trimestre 2023

Sur le premier trimestre, les Banquiers Centraux ont continué de remonter leurs taux : deux fois +50bps pour la BCE, portant le taux directeur à 3%, et deux fois +25bps pour la FED pour atteindre 5%, confirmant ainsi le ralentissement du rythme de hausse. Néanmoins, la dynamique sur les emprunts d'Etat de maturités longues s'est estompée, avec une baisse des taux 10 ans aussi bien aux US qu'en Europe après le pic atteint en fin d'année 2022.

La confiance des investisseurs quant à la fin des surprises négatives sur l'inflation, couplée à la réouverture du marché chinois, a permis à l'ensemble des actifs risqués de fortement performer en début d'année : à fin février, les actions ont progressé de +11,24% pour l'Eurostoxx, alors que les indices de crédit se sont resserrés de 61bps à 413bps pour le CrossOver.

Début mars, une crise bancaire a éclaté aux US après les déboires de la Silicon Valley Bank, avec des implications sur l'ensemble des classes d'actifs et des zones géographiques. La forte hausse des taux directeurs et une exposition au secteur de la Tech ont entraîné une fuite des dépôts et un sauvetage de la banque. Les craintes d'un risque systémique se sont alors propagées et ont fait plonger les taux ainsi que la valorisation des banques et, dans une moindre mesure, celle des marchés actions dans leur ensemble. Le sauvetage de la banque Crédit Suisse mi-mars a néanmoins marqué le point bas de cette crise, les marchés actions terminant le mois de mars à l'équilibre.

Le Dollar s'est légèrement déprécié contre Euro et Livre Sterling avec une dynamique de hausse des taux directeurs qui devrait se tarir plus rapidement aux US.

Deuxième trimestre 2023

La bataille contre l'inflation, menée de front par l'ensemble des banques centrales, a continué d'être le fil conducteur des marchés obligataires. Le premier semestre 2023 a été marqué par une forte volatilité des taux, sur l'ensemble des maturités : les taux courts ont subi une tendance haussière marquée, le 2 ans allemand passant de 2,64% fin 2022 à 3,24% à fin juin 2023 (+60bps), alors que les taux longs ont terminé proche de l'équilibre, autour de 2,40% sur le 10 ans allemand.

Seule période de réelles tensions sur les marchés, la crise bancaire américaine qui s'est enclenchée après la faillite de SVB et qui s'est propagée en Europe avec les tumultes de Crédit Suisse et le rachat par UBS qui s'en est suivi. Les taux ont fortement baissé (-0,75% sur le 2 ans allemand), avant une remontée graduelle dans les semaines suivantes.

L'indice crédit CrossOver s'est détendu sur la période, atteignant 400bps en fin de semestre (474bps fin 2022), et a été représentatif de la bonne performance du crédit High Yield (+4,60%).

Bien que l'inflation surprenne encore et toujours à la hausse et que l'activité économique, et notamment le marché de l'emploi, résiste au fort durcissement des politiques monétaires, les banquiers centraux continuent de remonter leurs taux directeurs et de prévoir des taux terminaux toujours plus élevés. Les anticipations de marché indiquent une fin de la hausse des taux pour le troisième trimestre, avec des baisses de taux au premier semestre 2024. Les prochaines données d'évolution des prix et du chômage des deux côtés de l'Atlantique seront scrutées pour entrevoir un retour de l'inflation vers la cible de 2% et un pivot tant attendu des politiques monétaires.

Les marchés actions ont remarquablement bien tenu dans cette période de durcissement

des conditions financières, avec une progression de 14,80% pour l'Eurostoxx et 17,41% pour le CAC40, dividendes réinvestis.

Aux Etats-Unis, la performance a été très forte sur le Nasdaq (+31,73%), porté par le secteur technologique. Le S&P500 progresse dans les mêmes proportions que le marché européen, affichant une hausse de 15,91%.

En Chine, les difficultés du secteur immobilier ont continué de peser sur l'activité économique. Le marché action chinois affiche une faible progression de +4,80%, marquant le pas face aux bourses mondiales.

A contrario, les actions japonaises ont fortement progressé (Nikkei +28,65%), notamment du fait de la dévaluation du Yen sur la période.

En Europe, l'hétérogénéité des performances sectorielles a été particulièrement marquée. Le secteur des Voyages & Loisirs a le plus profité de rebond du tourisme (+33,4%), suivi par l'Automobile (+28,7%), le Retail (+28,7%) et la Tech (+28,6%). A l'inverse, la hausse des taux a logiquement pesé sur les valorisations du secteur Immobilier (-10,5%). Les secteurs des Matières premières (8,6%) et du Pétrole & Gaz (-6,0%) ont quant à eux subi le retour à la normale des prix de l'énergie après une année 2022 marquée par le conflit en Ukraine.

Le Dollar a continué de perdre du terrain contre Euro, alors que la devise japonaise s'est fortement dépréciée face aux autres monnaies mondiales, souffrant des positions de *carry trade* et de taux toujours administrés à des niveaux proches de 0.

La normalisation de la demande mondiale et l'atténuation des problématiques d'approvisionnement liées à la guerre en Ukraine ont vu le prix du baril de pétrole revenir sous la barre des 75\$, alors que l'Or à continuer de côtoyer les plus hauts proches des 2000\$/once.

Troisième trimestre 2023

Au cours de cette période, l'écart de croissance économique entre les différentes zones géographiques s'est amplifié. L'économie américaine a continué à être soutenue par la consommation des ménages (marché de l'emploi dynamique) et par l'investissement. A l'inverse, la zone euro a connu une période de faible croissance pénalisée par un secteur manufacturier en forte baisse, en Allemagne notamment, et un affaiblissement marqué du secteur des services. Les déceptions en Chine ont continué de s'accumuler avec une faiblesse des exportations, une consommation interne décevante et un secteur immobilier toujours en grandes difficultés.

La tendance à la normalisation des taux d'intérêt s'est poursuivie au 3^{ème} trimestre. Au mois de juillet, la FED et la BCE ont procédé à une nouvelle hausse des taux de 25bp alors même que l'inflation a montré des signes d'accalmie. Au mois de septembre, la FED a marqué une pause tout en tenant un discours très ferme sur la nécessité de conserver des taux élevés pour une période prolongée. La BCE, de son côté, a poursuivi sa politique de petits pas en remontant une nouvelle fois ses taux de 25bp.

Les marchés financiers sont restés relativement calmes pendant la période estivale, atteignant un pic de valorisation des marchés actions à la fin du mois de juillet (stabilisation des taux d'intérêt et bonnes publications des sociétés au 2^{ème} trimestre). Le discours des banques centrales au mois de septembre a inversé la tendance sur les taux d'intérêt et nous avons assisté à une forte hausse des taux longs conduisant à un mouvement de désinversion des courbes de taux.

La tendance sur les marchés actions s'est alors inversée et les principaux indices ont connu des baisses significatives (-4.8% sur le S&P 500, -3,1% sur l'Eurostoxx et -2,3% sur le Nikkei 225). La résilience de l'inflation et des perspectives macroéconomiques revues en baisse ont notamment pénalisé les secteurs de croissance comme la consommation discrétionnaire ou le secteur de la Tech.

Avec la hausse des taux de la FED et soutenu par une économie dynamique, le dollar a progressé sur le trimestre après une faiblesse passagère au mois de juillet. Le Yen a poursuivi sa baisse parallèlement au maintien de la politique ultra accommodante de la banque centrale du Japon.

Evolution des principaux indicateurs

Evolution des taux d'intérêt

Taux	30/09/2022	30/09/2023	Evolution
Europe			
Taux courts (Estr)	0,64%	3,88%	+3,24pts
Taux longs (OAT 10 ans)	2,71%	3,40%	+0,69pt
Etats-Unis			
Taux courts	3,25%	5,50%	+2,25pt
Taux longs	3,83%	4,57%	+0,74pt

Marché des changes

Change	30/09/2022	30/09/2023	Evolution
EUR/USD	0,98	1,06	+8,16%
Pétrole (Brent/USD)	88,86	95,31	+7,26%
Once d'or (USD)	1 660,61	1 848,63	+11,32%

Marchés actions

Actions	30/09/2022	30/09/2023	Performance (*)
France (CAC 40)	5 762	7 135	+23,83%
Etats-Unis (S&P500)	3 586	4 288	+19,58%
Japon (Nikkei)	25 937	31 857	+22,82%

*dividendes réinvestis

Politique d'investissement et principaux mouvements

Conformément à son objectif, SPPI Patrimoine est resté investi sur les actions et les obligations européennes en cherchant à maximiser le couple rendement/risque du portefeuille par une allocation d'actifs dynamique.

Stratégies et mouvements

Allocation d'actifs

L'exercice clos le 30 septembre 2023 a été essentiellement marqué par le resserrement monétaire des banques centrales ce qui nous a amené à adopter une allocation d'actifs défensive tout au long de la période. La part des obligations en portefeuille a progressivement été augmentée pour atteindre 65% au 30 septembre avec une réduction du portefeuille crédit au profit des emprunts d'état de la zone euro. La sensibilité taux a progressivement été augmentée pour accompagner la hausse des taux et la pondération actions est restée faible avec un delta proche de 20%.

Portefeuille obligataire

Sur le portefeuille obligataire (65% du portefeuille au 30/09/2023), nous avons cherché à profité au maximum de la hausse des taux et à réduire progressivement le risque crédit. Le portage sur la partie courte de la courbe des taux a notamment été privilégié.

En début d'exercice, la sensibilité était inférieure à 1%. Le recul de l'inflation nous paraissant alors temporaire, nous avons conservé nos positions vendeuses sur les futures taux allemand 2 ans. Nous avons pris nos bénéfices début mars lorsque le taux 2 ans allemand est passé au-dessus des niveaux de 3,20%. Sur la seconde moitié de l'exercice, la sensibilité a été maintenue proche de 1,50 et nous avons initié des positions sur les taux 5 ans américains jugeant l'écart de taux avec la zone euro trop élevé.

La hausse des taux courts a permis de retrouver des stratégies de portage positif sur des échéances courtes et nous avons donc renforcé le segment « Investment Grade » notamment sur le secteur bancaire (Société Générale, BNP, RCI). En fin d'exercice, la poursuite de la hausse des taux nous a conduit à renforcer nos positions sur les emprunts d'Etats (France et Allemagne) qui répondait parfaitement à notre stratégie de portage sur les échéances courtes. Ces positions représentaient plus de 25% du portefeuille au 30 septembre 2023.

A la suite de la bonne performance du crédit jusqu'au mois de juin, les investissements high yield ont été réduits (Afflelou, Picard, Air France 2028, Adler Pelzer 2027). Nous avons également vendu les obligations Quatrim 2024, jugeant que les créanciers pourraient ne pas soutenir le plan de reprise de Casino étant données les conditions proposées.

A noter, en septembre 2022, la participation à la restructuration de Pierre & Vacances, avec apport de new money et conversion des convertibles en actions. Nous avons participé à l'apport de new money afin d'améliorer notre retour à meilleure fortune sur ce dossier, qui, post-restructuration, présentait des atouts industriels et un prix de souscription que nous jugions attractif.

Portefeuille actions

Dans le contexte de hausse des taux nous avons conservé un biais défensif tout au long de l'exercice avec une pondération actions inférieure à l'indicateur de référence. Nous avons recherché les secteurs d'abord peu sensibles à ce mouvement de taux, puis à switcher sur les valeurs plus défensives pour se protéger d'un éventuel ralentissement économique. Nous sommes donc progressivement sortis du secteur bancaire (BNP Paribas, Unicredit), du secteur industriel (Wienberger, Airbus, Stellantis) et de la Techno (STMicroelectronics). En contrepartie, nous avons initié ou renforcé les positions sur les Telecoms (Orange, Cellnex), la pharmacie (Sanofi) et le pétrole (GTT, Total).

Au 30 septembre 2023, le portefeuille présentait un delta actions de 18% avec une surpondération sur les valeurs Telecoms, l'industrie et le secteur des voyages et des loisirs.

Résultats de l'exercice

Sur le dernier exercice clôturant le 30/09/2023, le fonds affiche les performances suivantes :

- Part C et R : +7,70%% contre 5,54% pour son indice de référence
- Part I : +8,15% contre 5,54% pour son indice de référence

La poche actions (+5,28%), les convertibles (+1,33%), l'exposition High Yield (+1,15%) ont été les principaux contributeurs à la performance. La diversification en OPCVM a également contribué positivement à la performance (+1,31%). A l'inverse, les couvertures actions (-0,37%) et taux (-0,65%) ont pesé sur la performance.

Techniques de gestion efficace de portefeuille

L'OPC n'a pas eu recours à ce type d'opération au cours de l'exercice clos.

Modification temporaire des limites de détention de cash

En raison du choc causé par l'éclatement de la guerre en Ukraine début 2022, la décision a été prise au sein de la société de gestion de modifier la limite de détention de cash de 10% à 20% afin de laisser la possibilité aux gérants de protéger les portefeuilles. Cette période de limite de cash à 20% était active en début d'exercice et a été refermée en date du 7 septembre 2022. Cette réserve de cash supplémentaire a été utilisée dans l'attente de meilleures opportunités d'investissements et a permis d'atténuer la volatilité du fonds.

Critères Environnementaux, Sociaux et de qualité de Gouvernance (ESG)

En date du 1er janvier 2022, la politique de prise en compte des critères Environnementaux, Sociaux et de qualité de Gouvernance (ESG) a été revue et améliorée afin de mieux prendre en compte ces problématiques dans la gestion du fonds.

Cette nouvelle politique s'appuie sur :

- la prise en compte du risque de durabilité dans le cadre de la réglementation SFDR ;
- la prise en compte des critères extra-financiers dans le processus d'investissement ;
- la politique d'exclusion ;
- la politique d'amélioration de note ;
- l'alignement des investissements aux objectifs par la Taxonomie européenne.

Prise en compte du risque de durabilité dans le cadre de la réglementation SFDR

Face à la matérialisation croissante du risque de durabilité observée ces dernières années, SPPI FINANCE a intégré l'analyse extra-financière dans son processus d'investissement. A compter du 1er janvier 2022, l'OPCVM est conforme à l'article 8 du règlement UE n°2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (« SFDR »). Il promeut et considère des critères extra-financiers dans son processus d'investissement, sans toutefois définir un objectif contraignant d'investissement durable.

Dans le cadre de ce même règlement, SPPI FINANCE communiquera au plus tard le 30 décembre 2023 sur les principales incidences négatives (PAI) affectant les facteurs de durabilité.

Politique de prise en compte des critères extra-financiers dans le processus d'investissement

Notre politique d'intégration des critères ESG s'articule comme suit :

Politique d'exclusion

Notre politique d'exclusion constitue un premier filtre dans notre stratégie d'investissement en évitant les émetteurs en contradiction avec nos valeurs et celles de nos clients. Nous rappelons que SPPI FINANCE exclut de son univers d'investissement :

- Les entreprises productrices de tabac
- Les entreprises dont l'activité est majoritairement liée à la défense (plus de 50% du chiffre d'affaires)
- Les entreprises actives dans la pornographie
- Les entreprises actives dans les manipulations génétiques sur les embryons humains,
- Les entreprises liées à l'extraction de charbon
- Les entreprises productrices d'énergie pour lesquelles le charbon représente plus de 10% du mix énergétique.

Politique d'amélioration de note

Notre politique d'intégration des critères extra-financiers s'appuie sur une analyse extra-financière réalisée par le fournisseur de données extra-financières Sustainalytics. Cette agence adopte une approche par le risque pour évaluer « la qualité ESG » des entreprises. Nous cherchons à privilégier les entreprises les mieux notées d'un point de vue extra-financier afin que la note globale du portefeuille soit la meilleure possible.

L'univers investissable est défini à partir de sous-univers. L'ensemble de nos sous-univers sont définis à partir des bases de données de notre fournisseur Sustainalytics, « Country Risk Ratings » pour les émetteurs souverains et « Ratings Plus » pour les émetteurs privés :

- Sous-univers Govies Eurozone : Il englobe l'ensemble des émetteurs souverains européens membres de l'Euro zone et est évalué à partir la base de donnée « Country Risk Ratings » de Sustainalytics.
- Sous-univers Corporates : Ce sous-univers correspond à l'ensemble des émetteurs de la Zone Euro de la base de données de Sustainalytics « Ratings Plus » (+ de 2 000 émetteurs) n'appartenant pas à l'un des pays suivants, considérés comme non pertinents : Chypre, Malte, Estonie, Lettonie, Lituanie, Slovaquie, Slovaquie.

L'univers de référence pour SPPI Patrimoine est : 25% Sous-univers Govies Eurozone + 50% Sous-univers Corporates +25% sous-univers Actions

Conformément à la position-recommandation de l'AMF DOC-2020-03 dans le cadre d'une

communication non significativement engageante sur la prise en compte des critères extra-financiers, l'analyse extra-financière couvre au minimum :

- 90% des actions émises par des grandes capitalisations dont le siège social est situé dans des pays «développés », les titres de créances et instruments du marché monétaire bénéficiant d'une évaluation de crédit investment grade, la dette souveraine émises par des pays développés
- 75% pour les actions émises par des grandes capitalisations dont le siège social est situé dans des pays « émergents », les actions émises par des petites et moyennes capitalisations, les titres de créances et instruments du marché monétaire bénéficiant d'une évaluation de crédit high yield et la dette souveraine émise par des pays « émergents ».

Par ailleurs, un suivi strict des controverses majeures des émetteurs en portefeuille est réalisé ainsi qu'une veille globale sur l'ensemble de l'univers investissable.

Pour plus de détails sur notre politique d'investissement responsable, vous pouvez consulter notre site internet : http://www.sppifinance.fr/critere_esg

Limites de l'approche extra-financière

SPPI FINANCE a conscience que l'hétérogénéité et la non exhaustivité des sources relatives aux informations permettant de suivre les critères ESG conduit seulement à une analyse partielle de la situation. Les critères ESG peuvent être incomplets ou inexacts du fait d'évaluation sans normes de marchés strictes et peuvent induire des biais d'analyse dans le processus d'investissement.

Alignement des investissements aux objectifs par la Taxonomie européenne Règlement (UE) 2020/852

SPPI FINANCE n'est pas en mesure actuellement de prendre un engagement sur un minimum d'activités alignées avec la Taxonomie. Conscient que la définition d'un objectif d'alignement participe à la réduction du risque de durabilité de l'OPCVM, SPPI FINANCE ne dispose toutefois pas, à ce jour, des données et ressources internes pour pouvoir déterminer ces données (part des activités des émetteurs sur lesquels l'OPCVM est investi alignée avec la taxonomie). En effet, la société est en attente de la publication de ces informations de la part des émetteurs dans le cadre de la réglementation dite « NFRD » qui aura lieu en 2022 sur l'activité 2021. Une fois la publication de ces informations réalisée, SPPI FINANCE se réservera le droit de faire évoluer ses objectifs en termes d'alignement aux objectifs environnementaux définis par la Taxonomie et d'intégrer ces objectifs dans le processus d'investissement.



EUROPEAN
COMMISSION

Brussels, 6.4.2022
C(2022) 1931 final

ANNEX 4

ANNEX

to the

Commission Delegated Regulation (EU) .../...

supplementing Regulation (EU) 2019/2088 of the European Parliament and of the Council with regard to regulatory technical standards specifying the details of the content and presentation of the information in relation to the principle of 'do no significant harm', specifying the content, methodologies and presentation of information in relation to sustainability indicators and adverse sustainability impacts, and the content and presentation of the information in relation to the promotion of environmental or social characteristics and sustainable investment objectives in pre-contractual documents, on websites and in periodic reports

Modèle d'informations périodiques pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2 bis, du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, premier alinéa, du règlement (UE) 2020/852

Par investissement durable, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La Taxinomie de l'UE est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Ce règlement ne dresse pas de liste d'activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.

Dénomination du produit: SPPI Patrimoine

Identifiant d'entité juridique: 969500YEY5H60YPETK35

Caractéristiques environnementales et/ ou sociales

Ce produit financier a-t-il un objectif d'investissement durable?

☒ Oui

☒ Non

☐ Il réalisera un minimum d'investissement durables ayant un objectif environnemental: ____%

☐ dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

☐ dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

☐ Il réalisera un minimum d'investissements durables ayant un objectif social: ____%

☐ Il promeut des caractéristiques environnementales et sociales (E/S) et, bien qu'il n'ait pas pour objectif l'investissement durable, il contiendra une proportion minimale de ____% d'investissements durables

☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

☐ ayant un objectif social

☒ Il promeut des caractéristiques E/S, mais ne réalisera pas d'investissements durables



Les indicateurs de durabilité évaluent la mesure dans laquelle les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier sont atteintes

Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes ? La promotion des caractéristiques environnementales et sociales est effectuée dans le cadre de notre approche par une notation extrafinancière du portefeuille meilleure que celle de l'univers investissable. Au cours de l'exercice comptable 2022-2023 de l'OPC, la notation de SPPI Patrimoine ont évolué comme suit :

	31/12/2022	31/03/2023	30/06/2023	30/09/2023
SPPI Patrimoine	19,03	18,29	18,72	17,82
Univers investissable	20,45	20,24	21,23	18,97

Nb : la notation suit la méthodologie Sustainalytics signifiant que plus le score est bas, meilleur il est.

● **Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité?**

Pour le premier exercice comptable d'entrée en vigueur de la réglementation SFDR, l'OPCVM n'avait pas défini d'indicateur à suivre, cette précision réglementaire ayant été précisée en cours d'exercice. Pour l'exercice à venir, l'OPCVM a défini 2 indicateurs qu'il suivra, un environnemental et un social.

● **...et par rapport aux périodes précédentes? Non Applicable**

● **Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait partiellement réaliser et comment l'investissement durable a-t-il contribué à ces objectifs?**

Non Applicable

● **Dans quelles mesure les investissements durables que le produit financier a partiellement réalisés n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social?**

Non Applicable

Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération?

Non Applicable

Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme?
Description détaillée: Non Applicable

La taxinomie de l'UE établit un principe consistant à "ne pas causer de préjudice important" en vertu duquel les investissements alignés sur la taxinomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxinomie de l'UE et s'accompagne de critères spécifiques de l'Union.

Le principe consistant "ne pas causer de préjudice important" s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union Européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

A tout autre investissement durable doit "ne pas causer de préjudice important" à tout objectif environnemental ou social.

Les principales incidences négatives correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.



Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité?

☐ Oui

☒ Non



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier?

La liste comprend les investissements constituant la plus grande proportion d'investissements du produit financier au cours de la période de référence, à savoir :

Largest investments	Sector	% Assets	Country
<i>Allemagne 1% 15/08/2028</i>	<i>Gouvernement</i>	<i>14,2</i>	<i>Allemagne</i>
<i>France 0,1% 01/03/2025</i>	<i>Gouvernement</i>	<i>6,5</i>	<i>France</i>
<i>France 2,25% 25/05/2024</i>	<i>Gouvernement</i>	<i>5,0</i>	<i>Allemagne</i>
<i>BNP Paribas 1,125% 10/10/2023</i>	<i>Banque</i>	<i>4,0</i>	<i>France</i>
<i>KPN 5,625% 30/09/2024</i>	<i>Télécom.</i>	<i>2,7</i>	<i>Pays-Bas</i>
<i>Intesa SanPaolo 4,497% 17/03/2025</i>	<i>Banque</i>	<i>2,7</i>	<i>France</i>
<i>BNP Paribas Cardif 1% 29/11/2024</i>	<i>Banque</i>	<i>2</i>	<i>France</i>
<i>Caisse nat. de réass. 6,375% Perp.</i>	<i>Assurance</i>	<i>1,9</i>	<i>France</i>
<i>Société Générale 1,25% 15/02/2024</i>	<i>Banque</i>	<i>1,8</i>	<i>France</i>
<i>Société Générale SA</i>	<i>Banque</i>	<i>1,4</i>	<i>France</i>



Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité?

L'allocation des actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.

Etant donné notre approche par notation, nous considérons que les émetteurs notés du portefeuille sont ceux dont la note est en adéquation avec notre charte d'investissement responsable et donc liés à la durabilité. De ce fait, nous considérons que la part des

3

investissements liés à la durabilité correspond au taux de notation du portefeuille, soit au 30 septembre 2023, une proportion de 97%, hors liquidités.

● Quelle était l'allocation des actifs?

Au 30 juin 2023, l'allocation d'actifs de l'OPC était la suivante :

Classe d'actifs	% actifs
Actions	17,5
Obligations (dont OPC)	63,1
Obligations Convertibles	6,5
Liquidités	7,6



● Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés?

Au 30 septembre 2023, selon la classification Sustainalytics, la répartition du portefeuille par secteurs économiques est la suivante :

Pour être conforme à la taxinomie de l'UE, les critères applicables au gaz fossile comprennent des limitations des émissions et le passage à l'électricité d'origine renouvelable ou à des carburants à faible teneur en carbone d'ici à la fin de 2035. En ce qui concerne l'énergie nucléaire, les critères comprennent des règles complètes en matière de sûreté nucléaire et de gestion des déchets.

Les activités habilitantes permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental

Les activités transitoires sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleurs

Sous-Industrie Sustainability	% actifs
Government	31%
Diversified Banks	17%
Autres	8%
Telecommunication Services	8%
Diversified Insurance Services	4%
Life and Health Insurance	3%
Travel, Lodging and Amusement	2%
Automobiles	2%
Heavy Machinery and Trucks	2%
Pharmaceuticals	2%
Medical Facilities	1%
Oil & Gas Equipment	1%
Entertainment Software	1%
Asset Management and Custody Services	1%
Multi-Sector Holdings	1%
Commodity Chemicals	1%
Trading and Distribution	1%
Consumer Services	1%
Building Products	1%
Communications Equipment	1%
Internet Software and Services	1%
Packaged Foods	1%
Electronics Retail	1%
Metal and Glass Packaging	1%
Auto Parts	1%
Airlines	1%
Electric Utilities	1%
Business Support Services	1%
Semiconductor Design and Manufacturing	1%
Multi-Utilities	1%
Data Processing	1%
Integrated Oil & Gas	1%
Steel	0%
Aerospace and Defence	0%
Movies and Entertainment	0%
Luxury Apparel	0%
IT Consulting	0%
Food Retail	0%



Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxinomie de l'UE? *Non Applicable*
Non Applicable

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en pourcentage:

- Du chiffres d'affaires pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés bénéficiaires des investissements;
- Des dépenses d'investissement (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés bénéficiaires des investissements, pour une transition vers une économie verte par exemple ;
- Des dépenses d'exploitation (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés bénéficiaires des investissements.



Le symbole représente des investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne tiennent pas compte des critères applicables aux activités économiques durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

Le produit financier a-t-il investi dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire conformes à la taxinomie de l'UE?

Oui

Dans le gaz fossile

Dans l'énergie nucléaire

Non

Les deux graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage minimal d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE. Etant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



* Aux fins des graphiques, les « obligations souveraines » comprennent toutes les expositions souveraines.

Quelle était la part des investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes?

Non Applicable

- Où se situe le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE par rapport aux périodes de référence précédentes?

Non Applicable



Quelle était la part d'investissements durables ayant un objectif environnemental non alignés sur la taxinomie de l'UE?

Non Applicable



Quelle était la part d'investissements durables sur le plan social?

Non Applicable



Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie "autres", quelle était leur fiabilité et existait-il des garanties environnementales ou sociales minimales?

Les investissements catégorisés en « autres » sont les investissements qui ne font pas l'objet d'une notation extra-financière de la part de Sustainalytics. Dans ce cas, aucune garantie minimale environnementale ou sociale existe pour ces investissements. Toutefois, il est à noter que ces investissements ne font pas l'objet d'une controverse significative, autant d'un point de vue environnemental que social.



Quelles mesures ont été prises pour respecter les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence?

Le respect des caractéristiques environnementales et sociales dans le cadre de notre approche par notation est :

- Un suivi mensuel de la notation du fonds ainsi que celle de l'univers afin de s'assurer que celle du fonds est toujours meilleure que celle de l'OPCVM.
- Un suivi permanent des controverses est réalisé afin de pouvoir évaluer l'évolution de celles-ci et d'effectuer des actions de gestion si cela est jugé nécessaire.

Par ailleurs, une politique d'engagement actionarial a été mise en place en 2023 afin d'exercer notre droit d'actionnaire dans les cas correspondants et pouvoir, notamment par l'intermédiaire de notre vote en AG, faire respecter les caractéristiques environnementales et sociales.

Les indices de référence sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint l'objectif d'investissement durable.



Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence durable?

Non Applicable

- **En quoi l'indice de référence différerait-il d'un indice de marché large?**

Non Applicable

- **Quelle a été la performance de ce produit financier au regard des indicateurs de durabilité visant à déterminer l'alignement de l'indice de référence sur l'objectif d'investissement durable?**

Non Applicable

- **Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence?**

Non Applicable

- **Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de marché large?**

Non Applicable

Transparence Des Opérations De Financement Sur Titres (SFTR)

Au cours de l'exercice, le fonds n'a pas effectué d'opérations de financement sur titres soumis à la réglementation SFTR, à savoir opération de pension, prêt/emprunt de titres de matières premières, opération d'achat-revente ou de vente-achat, opération de prêt avec appel de marge et contrat d'échange sur revenu global (TRS).

RAPPORT COMPTABLE AU 29/09/2023

SPPI PATRIMOINE

INFORMATIONS JURIDIQUES

Les performances passées ne préjugent pas des résultats futurs.

Commission de mouvement et frais d'intermédiation

Le compte-rendu relatif aux frais d'intermédiation prévu à l'article 314-82 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers est disponible sur le site internet de la société de gestion et/ou à son siège social.

Politique du gestionnaire en matière de droit de vote

Conformément aux articles 314-100 à 314-102 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, les informations concernant la politique de vote et le compte-rendu de celle-ci sont disponibles sur le site Internet de la société de gestion et/ou à son siège social.

Procédure de sélection et d'évaluation des intermédiaires et contreparties

Les intermédiaires de taux sélectionnés figurent sur une liste établie et revue au moins une fois par an par la société de gestion. La procédure de sélection des intermédiaires consiste à examiner, pour chaque intermédiaire, le domaine d'intervention, la qualité de la recherche, la qualité de l'adossement et la qualité de la prestation, puis à lui attribuer une note en fonction des critères précités.

Information relative aux modalités de calcul du risque global

Le risque global sur contrats financiers est calculé selon la méthode du calcul de l'engagement.

Le fonds n'a pas eu recours à effet de levier au cours de l'exercice.

Information sur la rémunération

Conformément aux dispositions de la directive 2014/91/UE du Parlement européen et du conseil en date du 23 juillet 2014 modifiant la directive 2009/65/CE ("Directive UCITS V"), SPPI FINANCE a mis en place une politique de rémunération (la "Politique de rémunération") qui s'inscrit dans le cadre du devoir fiduciaire des sociétés de gestion – agir au mieux des intérêts des clients – et de la maîtrise des risques propres de la Société de Gestion.

SPPI FINANCE se conforme aux grands principes, définis par la directive AIFM sur ce sujet, à savoir notamment :

- un équilibre approprié est établi entre les composantes fixes et variables de la rémunération globale, sachant que la partie fixe représente une part suffisamment élevée de la rémunération globale,
- la rémunération variable n'est pas exclusivement calculée par rapport aux performances du fonds,
- pas de bonus garantis
- l'évaluation des performances,
- la rémunération variable n'est pas versée par le biais d'instruments ou de méthodes qui facilitent le contournement des exigences de la présente directive.

Cette politique de rémunération telle que décrite dans notre procédure P 1-6, mise à jour le 15 avril 2021, est toujours valide.

Champ d'application

Les preneurs de risques sont les 2 dirigeants et les 3 gérants financiers, dont le Directeur Général.

La rémunération variable des preneurs de risques prend en compte des critères quantitatifs ainsi que des critères qualitatifs voire managériaux lorsque cela est applicable. Les rémunérations variables éventuelles sont déterminées chaque année par les dirigeants compte tenu de l'évaluation et de l'atteinte des objectifs définis pour chaque collaborateur. Elles sont versées en fonction de la rentabilité de la Société et de l'évaluation de chaque collaborateur (performance individuelle et collective, contribution au développement interne de la société, respect des processus et procédures, attitude à l'égard des autres collaborateurs...). L'attribution d'une rémunération variable aux collaborateurs de SPPI fait l'objet d'un Procès-verbal archivé au sein du serveur de la société de gestion.

Application du Principe de proportionnalité.

Compte tenu de sa structure de gouvernance, des stratégies d'investissements (non complexes) et du nombre limité des OPC gérés, SPPI FINANCE, après une analyse des critères pertinents, a choisi d'appliquer le principe de la proportionnalité.

Le détail de notre politique de rémunération est disponible sur simple demande ou sur notre site internet www.sppifinance.fr.

Le montant total des rémunérations attribuées par SPPI FINANCE à l'ensemble de son personnel au titre de l'exercice 2022 s'est élevé à 831,4k€. Ce montant se décompose comme suit :

- Montant total des rémunérations fixes : 461,4k€
- Montant total des rémunérations variables : 370k€
- Dont rémunérations variables du personnel identifié : 245k€.
- Dont rémunération variables des autres typologies de personnel : 125k€.

BILAN ACTIF

	29/09/2023	30/09/2022
Immobilisations nettes	0,00	0,00
Dépôts et instruments financiers	44 570 945,64	42 899 217,39
Actions et valeurs assimilées	8 420 878,46	8 232 313,54
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	8 420 878,46	8 232 313,54
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	31 391 671,93	23 297 726,00
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	31 391 671,93	23 297 726,00
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	6 673 376,19
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	6 673 376,19
Titres de créances négociables	0,00	6 673 376,19
Autres titres de créances	0,00	0,00
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Parts d'organismes de placement collectif	4 665 903,63	4 280 931,66
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	4 665 903,63	4 280 931,66
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union européenne	0,00	0,00
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations cotés	0,00	0,00
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations non cotés	0,00	0,00
Autres organismes non européens	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Créances représentatives de titres reçus en pension	0,00	0,00
Créances représentatives de titres prêtés	0,00	0,00
Titres empruntés	0,00	0,00
Titres donnés en pension	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Contrats financiers	92 491,62	414 870,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	92 491,62	414 870,00
Autres opérations	0,00	0,00
Autres instruments financiers	0,00	0,00
Créances	99 605,00	73 125,00
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	99 605,00	73 125,00
Comptes financiers	3 942 517,26	3 751 105,59
Liquidités	3 942 517,26	3 751 105,59
Total de l'actif	48 613 067,90	46 723 447,98

BILAN PASSIF

	29/09/2023	30/09/2022
Capitaux propres		
Capital	48 810 255,92	42 743 981,96
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	0,00	0,00
Report à nouveau (a)	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a, b)	-1 075 022,10	2 882 977,23
Résultat de l'exercice (a, b)	432 859,15	509 693,45
Total des capitaux propres	48 168 092,97	46 136 652,64
<i>(= Montant représentatif de l'actif net)</i>		
Instruments financiers	92 491,68	414 870,00
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres donnés en pension	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres empruntés	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Contrats financiers	92 491,68	414 870,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	92 491,68	414 870,00
Autres opérations	0,00	0,00
Dettes	352 483,25	171 925,34
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	352 483,25	171 925,34
Comptes financiers	0,00	0,00
Concours bancaires courants	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00
Total du passif	48 613 067,90	46 723 447,98

(a) Y compris comptes de régularisations

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

HORS-BILAN

	29/09/2023	30/09/2022
Opérations de couverture		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
Indices		
FESXZ3F00002 STX50E-EUX 1223	1 765 680,00	0,00
FESXZ2F00002 STX50E-EUX 1222	0,00	2 486 250,00
Total Indices	1 765 680,00	2 486 250,00
Taux		
FGBSZ3F00002 SCHATZ-EUX 1223	4 199 600,00	0,00
Total Taux	4 199 600,00	0,00
Total Contrats futures	5 965 280,00	2 486 250,00
Total Engagements sur marchés réglementés ou assimilés	5 965 280,00	2 486 250,00
Engagements de gré à gré		
Total Engagements de gré à gré	0,00	0,00
Autres engagements		
Contrats futures		
Taux		
FBTPZ2F00002 EURO-FBTP-E 1222	0,00	3 023 460,00
FGBLZ2F00002 BUND-EUX 1222	0,00	1 384 900,00
FGBMZ2F00002 BOBL-EUX 1222	0,00	2 395 000,00
Total Taux	0,00	6 803 360,00
Total Contrats futures	0,00	6 803 360,00
Total Autres engagements	0,00	6 803 360,00
Total Opérations de couverture	5 965 280,00	9 289 610,00
Autres opérations		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
Taux		
USN2Z3F00002 TNote 2Y-CB 1223	5 751 752,70	0,00
USN5Z3F00002 TNote 5Y-CB 1223	4 982 473,04	0,00
Total Taux	10 734 225,74	0,00
Total Contrats futures	10 734 225,74	0,00
Total Engagements sur marchés réglementés ou assimilés	10 734 225,74	0,00
Engagements de gré à gré		
Total Engagements de gré à gré	0,00	0,00
Autres engagements		
Total Autres engagements	0,00	0,00
Total Autres opérations	10 734 225,74	0,00

COMPTE DE RESULTAT

	29/09/2023	30/09/2022
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	0,00	0,00
Produits sur actions et valeurs assimilées	280 742,57	331 696,87
Produits sur obligations et valeurs assimilées	1 027 815,08	906 970,72
Produits sur titres de créances	0,00	0,00
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Produits sur contrats financiers	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	0,00
TOTAL (I)	1 308 557,65	1 238 667,59
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Charges sur contrats financiers	0,00	0,00
Charges sur dettes financières	0,28	16 044,21
Autres charges financières	0,00	0,00
TOTAL (II)	0,28	16 044,21
Résultat sur opérations financières (I - II)	1 308 557,37	1 222 623,38
Autres produits (III)	0,00	0,00
Frais de gestion et dotations aux amortissements (IV)	872 838,53	708 528,83
Résultat net de l'exercice (L. 214-17-1) (I - II + III - IV)	435 718,84	514 094,55
Régularisation des revenus de l'exercice (V)	-2 859,69	-4 401,10
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (VI)	0,00	0,00
Résultat (I - II + III - IV +/- V - VI)	432 859,15	509 693,45

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le Règlement ANC 2014-01 modifié.

Les éléments comptables sont présentés en euro, devise de la comptabilité de l'OPC.

Comptabilisation des revenus

Les comptes financiers sont enregistrés pour leur montant, majoré, le cas échéant, des intérêts courus qui s'y rattachent.

L'OPC comptabilise ses revenus selon la méthode du coupon encaissé.

Comptabilisation des entrées et sorties en portefeuille

La comptabilisation des entrées et sorties de titres dans le portefeuille de l'OPC est effectuée frais exclus.

Affectation des sommes distribuables

Part C :

Pour les revenus : capitalisation totale

Pour les plus ou moins-values : capitalisation totale

Part R :

Pour les revenus : capitalisation totale

Pour les plus ou moins-values : capitalisation totale

Part I :

Pour les revenus : capitalisation totale

Pour les plus ou moins-values : capitalisation totale

Frais de gestion et de fonctionnement

Les frais de gestion sont prévus par la notice d'information ou le prospectus complet de l'OPC.

Frais de gestion fixes (taux maximum)

		Frais de gestion fixes	Assiette
C	FR0010916189	1,5 % TTC maximum dont frais de gestion financière : 0 % dont frais de fonctionnement et autres services : 0 %	Actif net
R	FR0011668045	1,5 % TTC maximum dont frais de gestion financière : 0 % dont frais de fonctionnement et autres services : 0 %	Actif net
I	FR0013236692	1 % TTC maximum dont frais de gestion financière : 0 % dont frais de fonctionnement et autres services : 0 %	Actif net

Frais de gestion indirects (sur OPC)

		Frais de gestion indirects
C	FR0010916189	2,5% TTC maximum de l'actif net
R	FR0011668045	2,5% TTC maximum de l'actif net
I	FR0013236692	2,5% TTC maximum de l'actif net

Commission de surperformance

Part FR0010916189 C

15% TTC de la surperformance au-delà de la performance de son indicateur de référence (75% FTSE MTS EUROZONE GOVT BOND 3-5 Y + 25% EURO STOXX)

La commission de surperformance est calculée selon la méthode indiquée. Les frais de gestion variables sont provisionnés à chaque valeur liquidative selon les modalités suivantes :

En cas de réalisation par le fonds d'une performance supérieure à l'indicateur de référence et positive sur la période de référence, après imputation des frais de gestion fixes, la société de gestion prélèvera une commission de surperformance. La commission de surperformance sera égale à 15 % TTC au-delà de la performance de son indicateur de référence (75% FTSE MTS EUROZONE

GOVT BOND 3-5 Y + 25% EURO STOXX) (1). Le supplément de performance positive auquel s'applique le taux de 15% TTC représente la différence entre le niveau de valeur liquidative de l'OPC avant prise en compte de la provision de commission de surperformance et la valeur d'un actif de référence ayant réalisé une performance égale à celle de l'indicateur de référence sur la période de calcul et enregistrant les mêmes variations liées aux souscriptions/rachats que l'OPC.

A compter de l'exercice ouvert le 1er octobre 2021, la période de référence de la performance est la période au cours de laquelle la performance est mesurée et comparée à celle de l'indicateur de référence et à l'issue de laquelle il est possible de réinitialiser le mécanisme de compensation de la sous-performance passée. Cette période est extensible de 1 à 5 ans.

En cas de sous-performance de l'OPCVM par rapport à son indicateur de référence à l'issue de l'exercice aucune commission n'est perçue et la période initiale est prolongée de 12 mois (période de rattrapage) afin que cette sous-performance soit compensée avant que des commissions de surperformance ne deviennent exigibles à nouveau. La période d'observation initiale peut ainsi être allongée jusqu'à 5 ans (période de référence).

Si une autre année de sous-performance a eu lieu à l'intérieur de cette première période de 5 ans et qu'elle n'a pas été rattrapée à la fin de cette première période, une nouvelle période de 5 ans maximum s'ouvre à partir de cette année en sous-performance.

En cas de surperformance de l'OPCVM par rapport à son indicateur de référence à l'issue de l'exercice, une commission de surperformance ne sera perçue que dans le cas où l'ensemble des sous-performances des 4 exercices précédents aura été intégralement compensé. Une remise à zéro du calcul sera alors réalisée pour une nouvelle période extensible de 1 à 5 ans.

En cas de rachats, la quote-part de la provision de frais de gestion variables correspondant au nombre d'actions rachetées est définitivement acquise à la société de gestion.

Ceux-ci seront perçus à la clôture de l'exercice.

(1) Les indices sont retenus en cours de clôture et exprimés en euro, coupons et dividendes réinvestis.

Part FR0011668045 R

15% TTC de la surperformance au-delà de la performance de son indicateur de référence (75% FTSE MTS EUROZONE GOVT BOND 3-5 Y + 25% EURO STOXX)

La commission de surperformance est calculée selon la méthode indiquée. Les frais de gestion variables sont provisionnés à chaque valeur liquidative selon les modalités suivantes :

En cas de réalisation par le fonds d'une performance supérieure à l'indicateur de référence et positive sur la période de référence, après imputation des frais de gestion fixes, la société de gestion prélèvera une commission de surperformance. La commission de surperformance sera égale à 15 % TTC au-delà de la performance de son indicateur de référence (75% FTSE MTS EUROZONE

GOVT BOND 3-5 Y + 25% EURO STOXX) (1). Le supplément de performance positive auquel s'applique le taux de 15% TTC représente la différence entre le niveau de valeur liquidative de l'OPC avant prise en compte de la provision de commission de surperformance et la valeur d'un actif de référence ayant réalisé une performance égale à celle de l'indicateur de référence sur la période de calcul et enregistrant les mêmes variations liées aux souscriptions/rachats que l'OPC.

A compter de l'exercice ouvert le 1er octobre 2021, la période de référence de la performance est la période au cours de laquelle la performance est mesurée et comparée à celle de l'indicateur de référence et à

l'issue de laquelle il est possible de réinitialiser le mécanisme de compensation de la sous-performance passée. Cette période est extensible de 1 à 5 ans.

En cas de sous-performance de l'OPCVM par rapport à son indicateur de référence à l'issue de l'exercice aucune commission n'est perçue et la période initiale est prolongée de 12 mois (période de rattrapage) afin que cette sous-performance soit compensée avant que des commissions de surperformance ne deviennent exigibles à nouveau. La période d'observation initiale peut ainsi être allongée jusqu'à 5 ans (période de référence).

Si une autre année de sous-performance a eu lieu à l'intérieur de cette première période de 5 ans et qu'elle n'a pas été rattrapée à la fin de cette première période, une nouvelle période de 5 ans maximum s'ouvre à partir de cette année en sous-performance.

En cas de surperformance de l'OPCVM par rapport à son indicateur de référence à l'issue de l'exercice, une commission de surperformance ne sera perçue que dans le cas où l'ensemble des sous-performances des 4 exercices précédents aura été intégralement compensé. Une remise à zéro du calcul sera alors réalisée pour une nouvelle période extensible de 1 à 5 ans.

En cas de rachats, la quote-part de la provision de frais de gestion variables correspondant au nombre d'actions rachetées est définitivement acquise à la société de gestion.

Ceux-ci seront perçus à la clôture de l'exercice.

(1) Les indices sont retenus en cours de clôture et exprimés en euro, coupons et dividendes réinvestis.

Part FR0013236692 I

15% TTC de la surperformance au-delà de la performance de son indicateur de référence (75% FTSE MTS EUROZONE GOVT BOND 3-5 Y + 25% EURO STOXX)

La commission de surperformance est calculée selon la méthode indiquée. Les frais de gestion variables sont provisionnés à chaque valeur liquidative selon les modalités suivantes :

En cas de réalisation par le fonds d'une performance supérieure à l'indicateur de référence et positive sur la période de référence, après imputation des frais de gestion fixes, la société de gestion prélèvera une commission de surperformance. La commission de surperformance sera égale à 15 % TTC au-delà de la performance de son indicateur de référence (75% FTSE MTS EUROZONE

GOVT BOND 3-5 Y + 25% EURO STOXX) (1). Le supplément de performance positive auquel s'applique le taux de 15% TTC représente la différence entre le niveau de valeur liquidative de l'OPC avant prise en compte de la provision de commission de surperformance et la valeur d'un actif de référence ayant réalisé une performance égale à celle de l'indicateur de référence sur la période de calcul et enregistrant les mêmes variations liées aux souscriptions/rachats que l'OPC.

A compter de l'exercice ouvert le 1er octobre 2021, la période de référence de la performance est la période au cours de laquelle la performance est mesurée et comparée à celle de l'indicateur de référence et à l'issue de laquelle il est possible de réinitialiser le mécanisme de compensation de la sous-performance passée. Cette période est extensible de 1 à 5 ans.

En cas de sous-performance de l'OPCVM par rapport à son indicateur de référence à l'issue de l'exercice aucune commission n'est perçue et la période initiale est prolongée de 12 mois (période de rattrapage) afin que cette sous-performance soit compensée avant que des commissions de surperformance ne deviennent exigibles à nouveau. La période d'observation initiale peut ainsi être allongée jusqu'à 5 ans (période de référence).

Si une autre année de sous-performance a eu lieu à l'intérieur de cette première période de 5 ans et qu'elle n'a pas été rattrapée à la fin de cette première période, une nouvelle période de 5 ans maximum s'ouvre à partir de cette année en sous-performance.

En cas de surperformance de l'OPCVM par rapport à son indicateur de référence à l'issue de l'exercice, une commission de surperformance ne sera perçue que dans le cas où l'ensemble des sous-performances des 4 exercices précédents aura été intégralement compensé. Une remise à zéro du calcul sera alors réalisée pour une nouvelle période extensible de 1 à 5 ans.

En cas de rachats, la quote-part de la provision de frais de gestion variables correspondant au nombre d'actions rachetées est définitivement acquise à la société de gestion.

Ceux-ci seront perçus à la clôture de l'exercice.

(1) Les indices sont retenus en cours de clôture et exprimés en euro, coupons et dividendes réinvestis.

Le tableau ci-dessous énonce ces principes sur des hypothèses de performances présentées à titre d'exemple, sur une durée de 19 ans :

	Sur / Sous performance Nette*	Sous performance à compenser l'année suivante	Paiement de la commission de surperformance
ANNEE 1	5%	0%	OUI
ANNEE 2	0%	0%	NON
ANNEE 3	-5%	-5%	NON
ANNEE 4	3%	-2%	NON
ANNEE 5	2%	0%	NON
ANNEE 6	5%	0%	OUI
ANNEE 7	5%	0%	OUI
ANNEE 8	-10%	-10%	NON
ANNEE 9	2%	-8%	NON
ANNEE 10	2%	-6%	NON
ANNEE 11	2%	-4%	NON
ANNEE 12	0%	0%**	NON
ANNEE 13	2%	0%	OUI
ANNEE 14	-6%	-6%	NON
ANNEE 15	2%	-4%	NON
ANNEE 16	2%	-2%	NON
ANNEE 17	-4%	-6%	NON
ANNEE 18	0%	-4%***	NON
ANNEE 19	5%	0%	OUI

Notes relatives à l'exemple :

*La sur/sous performance nette se définit ici comme étant la performance du fonds au-delà/en-deçà du taux de référence.

**La sous-performance de l'année 12 à reporter à l'année suivante (ANNEE 13) est de 0 % (et non de -4 %) car la sous-performance résiduelle de l'année 8 qui n'a pas encore été compensée (-4 %) n'est plus pertinente dans la mesure où la période de cinq ans est écoulée (la sous-performance de l'année 8 est compensée jusqu'à l'année 12).

***La sous-performance de l'année 18 à reporter à l'année suivante (ANNEE 19) est de -4 % (et non de -6 %) car la sous-performance résiduelle de l'année 14 qui n'a pas encore été compensée (-2 %) n'est plus pertinente dans la mesure où la période de cinq ans est écoulée (la sous-performance de l'année 14 est compensée jusqu'à l'année 18)

Rétrocessions

La politique de comptabilisation de rétrocessions de frais de gestion sur OPC cibles détenus est décidée par la société de gestion.

Ces rétrocessions sont comptabilisées en déduction des commissions de gestion. Les frais effectivement supportés par le fonds figurent dans le tableau « FRAIS DE GESTION SUPPORTÉS PAR L'OPC ». Les frais de gestion sont calculés sur l'actif net moyen à chaque valeur liquidative et couvrent les frais de la gestion financière, administrative, la valorisation, le coût du dépositaire, les honoraires des commissaires aux comptes... Ils ne comprennent pas les frais de transaction.

Frais de transaction

Les courtages, commissions et frais afférents aux ventes de titres compris dans le portefeuille collectif ainsi qu'aux acquisitions de titres effectuées au moyen de sommes provenant, soit de la vente ou du

remboursement de titres, soit des revenus des avoirs compris dans l'OPC, sont prélevés sur lesdits avoirs et viennent en déduction des liquidités.

Commissions de mouvement	Clé de répartition (en %)		
	SDG	Dépositaire	Autres prestataires
Société de Gestion : 87% Dépositaire : 13% Actions - Obligations : 0,14% TTC maximum Dépositaire : 100% Souscription/rachat OPC Forfait 150€ TTC max TCN : 55€ maximum Marchés à Terme Options EUREX 0,30% Minimum 7€ TTC Futures EUREX 1€/lot TTC Futures CME-BOT 1\$/lot TTC Prélèvement sur chaque transaction			

Méthode de valorisation

Lors de chaque valorisation, les actifs de l'OPCVM, du FIA sont évalués selon les principes suivants :

Actions et titres assimilés cotés (valeurs françaises et étrangères) :

L'évaluation se fait au cours de Bourse.

Le cours de Bourse retenu est fonction de la Place de cotation du titre :

Places de cotation européennes : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation asiatiques : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation australiennes : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation nord-américaines : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation sud-américaines : Dernier cours de bourse du jour.

En cas de non-cotation d'une valeur, le dernier cours de bourse de la veille est utilisé.

Obligations et titres de créance assimilés (valeurs françaises et étrangères) et EMTN :

L'évaluation se fait au cours de Bourse.

Le cours de Bourse retenu est fonction de la Place de cotation du titre :

Places de cotation européennes : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation asiatiques : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation australiennes : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation nord-américaines : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation sud-américaines : Dernier cours de bourse du jour.

En cas de non-cotation d'une valeur, le dernier cours de Bourse de la veille est utilisé.

Dans le cas d'une cotation non réaliste, le gérant doit faire une estimation plus en phase avec les paramètres réels de marché. Selon les sources disponibles, l'évaluation pourra être effectuée par différentes méthodes comme :

- la cotation d'un contributeur,
- une moyenne de cotations de plusieurs contributeurs,
- un cours calculé par une méthode actuarielle à partir d'un spread (de crédit ou autre) et d'une courbe de taux,
- etc.

Titres d'OPCVM, de FIA ou de fond d'investissement en portefeuille :

Evaluation sur la base de la dernière valeur liquidative connue.

Parts d'organismes de Titrisation :

Evaluation au dernier cours de bourse du jour pour les organismes de titrisation cotés sur les marchés européens.

Acquisitions temporaires de titres :

- Pensions livrées à l'achat : Valorisation contractuelle. Pas de pension d'une durée supérieure à 3 mois.
- Rémérés à l'achat : Valorisation contractuelle, car le rachat des titres par le vendeur est envisagé avec suffisamment de certitude.
- Emprunts de titres : Valorisation des titres empruntés et de la dette de restitution correspondante à la valeur de marché des titres concernés.

Cessions temporaires de titres :

- Titres donnés en pension livrée : Les titres donnés en pension livrée sont valorisés au prix du marché, les dettes représentatives des titres donnés en pension sont maintenues à la valeur fixée dans le contrat.
- Prêts de titres : Valorisation des titres prêtés au cours de bourse de la valeur sous-jacente. Les titres sont récupérés par l'OPCVM, FIA à l'issue du contrat de prêt.

Valeurs mobilières non cotées :

Evaluation utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et sur le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les TCN sont valorisés à la valeur de marché.

Valeur de marché retenue :

- BTF/BTAN :

Taux de rendement actuariel ou cours du jour publié par la Banque de France.

- Autres TCN :

Pour les TCN faisant l'objet de cotation régulière : le taux de rendement ou les cours utilisés sont ceux constatés chaque jour sur le marché.

Pour les titres sans cotation régulière ou réaliste : application d'une méthode actuarielle avec utilisation du taux de rendement d'une courbe de taux de référence corrigé d'une marge représentative des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur (spread de crédit ou autre).

Contrats à terme fermes :

Les cours de marché retenus pour la valorisation des contrats à terme fermes sont en adéquation avec ceux des titres sous-jacents. Ils varient en fonction de la Place de cotation des contrats :

- Contrats à terme fermes cotés sur des Places européennes : Dernier cours du jour ou cours de compensation du jour.
- Contrats à terme fermes cotés sur des Places nord-américaines : Dernier cours du jour ou cours de compensation du jour.

Options :

Les cours de marché retenus suivent le même principe que ceux régissant les contrats ou titres supports :

- Options cotées sur des Places européennes : Dernier cours du jour ou cours de compensation du jour.
- Options cotées sur des Places nord-américaines : Dernier cours du jour ou cours de compensation du jour.

Opérations d'échanges (swaps) :

- Les swaps d'une durée de vie inférieure à 3 mois sont valorisés de manière linéaire.
- Les swaps d'une durée de vie supérieure à 3 mois sont valorisés au prix du marché.
- L'évaluation des swaps d'indice est réalisée au prix donné par la contrepartie, la société de gestion réalise de manière indépendante un contrôle de cette évaluation.
- Lorsque le contrat de swap est adossé à des titres clairement identifiés (qualité et durée), ces deux éléments sont évalués globalement.

Contrats de change à terme :

Il s'agit d'opérations de couverture de valeurs mobilières en portefeuille libellées dans une devise autre que celle de la comptabilité de l'OPCVM, du FIA par un emprunt de devise dans la même monnaie pour le même montant. Les opérations à terme de devise sont valorisées d'après la courbe des taux prêteurs/emprunteurs de la devise.

Méthode d'évaluation des engagements hors bilan

- Les engagements sur contrats à terme fermes sont déterminés à la valeur de marché. Elle est égale au cours de valorisation multiplié par le nombre de contrats et par le nominal. Les engagements sur contrats d'échange de gré à gré sont présentés à leur valeur nominale ou en l'absence de valeur nominale, pour un montant équivalent.
- Les engagements sur opérations conditionnelles sont déterminés sur la base de l'équivalent sous-jacent de l'option. Cette traduction consiste à multiplier le nombre d'options par un delta. Le delta résulte d'un modèle mathématique (de type Black-Scholes) dont les paramètres sont : le cours du sous-jacent, la durée à l'échéance, le taux d'intérêt court terme, le prix d'exercice de l'option et la volatilité du sous-jacent. La présentation dans le hors-bilan correspond au sens économique de l'opération, et non au sens du contrat.
- Les swaps de dividende contre évolution de la performance sont indiqués à leur valeur nominale en hors-bilan.
- Les swaps adossés ou non adossés sont enregistrés au nominal en hors-bilan.

Description des garanties reçues ou données

Garantie reçue :

Néant

Garantie donnée :

Néant

EVOLUTION DE L'ACTIF NET

	29/09/2023	30/09/2022
Actif net en début d'exercice	46 136 652,64	51 625 029,22
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'OPC)	310 945,76	920 895,79
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-1 850 563,66	-2 662 147,77
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	1 175 255,49	1 973 981,05
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-2 003 756,86	-1 292 305,09
Plus-values réalisées sur contrats financiers	593 603,63	2 531 433,73
Moins-values réalisées sur contrats financiers	-752 705,34	-155 765,00
Frais de transaction	-108 474,96	-134 888,89
Différences de change	741,36	3 929,43
Variation de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	4 667 437,75	-7 460 694,83
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>-1 260 887,49</i>	<i>-5 928 325,24</i>
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>-5 928 325,24</i>	<i>1 532 369,59</i>
Variation de la différence d'estimation des contrats financiers	-436 761,68	273 090,45
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>-21 891,68</i>	<i>414 870,00</i>
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>414 870,00</i>	<i>141 779,55</i>
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	435 718,84	514 094,55
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	0,00	0,00
Autres éléments	0,00	0,00
Actif net en fin d'exercice	48 168 092,97	46 136 652,64

**INSTRUMENTS FINANCIERS - VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ECONOMIQUE
D'INSTRUMENT**

	Montant	%
ACTIF		
Obligations et valeurs assimilées		
Obligations à taux fixe négo. sur un marché régl. ou assimilé	18 738 446,92	38,90
Obligations à taux variable, révisable négo. sur un marché régl. ou assimilé	626 033,38	1,30
Obligations convertibles négo. sur un marché régl. ou assimilé	3 128 920,84	6,50
Obligations indexées négo. sur un marché régl. ou assimilé	4 416 233,43	9,17
Titres subordonnés (TSR - TSDI)	4 482 037,36	9,30
TOTAL Obligations et valeurs assimilées	31 391 671,93	65,17
Titres de créances		
TOTAL Titres de créances	0,00	0,00
Operations contractuelles a l'achat		
TOTAL Operations contractuelles a l'achat	0,00	0,00
PASSIF		
Cessions		
TOTAL Cessions	0,00	0,00
Operations contractuelles a la vente		
TOTAL Operations contractuelles a la vente	0,00	0,00
HORS BILAN		
Opérations de couverture		
Indices	1 765 680,00	3,67
Taux	4 199 600,00	8,72
TOTAL Opérations de couverture	5 965 280,00	12,38
Autres opérations		
Taux	10 734 225,74	22,28
TOTAL Autres opérations	10 734 225,74	22,28

VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
Actif								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	25 738 525,44	53,43	380 043,33	0,79	5 273 103,16	10,95	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	3 942 517,26	8,18	0,00	0,00	0,00	0,00
Passif								
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan								
Opérations de couverture	4 199 600,00	8,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	10 734 225,74	22,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VENTILATION PAR MATURITE RESIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	0-3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
Actif										
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	1 919 958,07	3,99	12 020 789,87	24,96	10 113 361,58	21,00	2 632 822,75	5,47	4 704 739,66	9,77
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	3 942 517,26	8,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Passif										
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan										
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	4 199 600,00	8,72	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	5 751 752,70	11,94	4 982 473,04	10,34	0,00	0,00

**VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'EVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF
ET DE HORS-BILAN**

	Devise 1	%	Devise2	%	Devise 3	%	Autre(s)	
	USD	USD					devise(s)	%
Actif								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres d'OPC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Contrats financiers	57 191,62	0,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	84 036,46	0,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Passif								
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Contrats financiers	57 191,68	0,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VALEURS ACTUELLES DES INSTRUMENTS FINANCIERS FAISANT L'OBJET D'UNE ACQUISITION TEMPORAIRE

	29/09/2023
Titres acquis à réméré	0,00
Titres pris en pension livrée	0,00
Titres empruntés	0,00

VALEURS ACTUELLES DES INSTRUMENTS FINANCIERS CONSTITUTIFS DE DEPOTS DE GARANTIE

	29/09/2023
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	0,00
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	0,00

INSTRUMENTS FINANCIERS EMIS PAR LA SOCIETE DE GESTION OU LES ENTITES DE SON GROUPE

	ISIN	LIBELLE	29/09/2023
Actions			0,00
Obligations			0,00
TCN			0,00
OPC			4 665 903,63
	FR0012696102	SPPI MULTI-OBL.3D	2 110 600,00
	FR0013220639	BELHARRA EURO I 3D	2 555 303,63
Contrats financiers			0,00
Total des titres du groupe			4 665 903,63

TABLEAUX D’AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice						
	Date	Part	Montant total	Montant unitaire	Crédits d'impôt totaux	Crédits d'impôt unitaire
Total acomptes			0	0	0	0

Acomptes sur plus et moins-values nettes versés au titre de l'exercice				
	Date	Part	Montant total	Montant unitaire
Total acomptes			0	0

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat	29/09/2023	30/09/2022
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	0,00	0,00
Résultat	432 859,15	509 693,45
Total	432 859,15	509 693,45

	29/09/2023	30/09/2022
C1 PART CAPI C		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	345 354,73	406 155,57
Total	345 354,73	406 155,57
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	0	0
Distribution unitaire	0,00	0,00
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat		
Montant global des crédits d'impôt	0,00	0,00
Provenant de l'exercice	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-1	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-2	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-3	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-4	0,00	0,00

	29/09/2023	30/09/2022
C2 PART CAPI R		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	7 096,16	7 491,76
Total	7 096,16	7 491,76
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	0	0
Distribution unitaire	0,00	0,00
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat		
Montant global des crédits d'impôt	0,00	0,00
Provenant de l'exercice	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-1	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-2	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-3	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-4	0,00	0,00

	29/09/2023	30/09/2022
II PART CAPI I		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	80 408,26	96 046,12
Total	80 408,26	96 046,12
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	0	0
Distribution unitaire	0,00	0,00
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat		
Montant global des crédits d'impôt	0,00	0,00
Provenant de l'exercice	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-1	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-2	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-3	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-4	0,00	0,00

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes	Affectation des plus et moins-values nettes	
	29/09/2023	30/09/2022
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-1 075 022,10	2 882 977,23
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	0,00	0,00
Total	-1 075 022,10	2 882 977,23

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes	Affectation des plus et moins-values nettes	
	29/09/2023	30/09/2022
C1 PART CAPI C		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	-914 374,09	2 453 392,81
Total	-914 374,09	2 453 392,81
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	0,00	0,00
Distribution unitaire	0,00	0,00

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes	Affectation des plus et moins-values nettes	
	29/09/2023	30/09/2022
C2 PART CAPI R		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	-18 800,42	45 252,99
Total	-18 800,42	45 252,99
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	0,00	0,00
Distribution unitaire	0,00	0,00

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes	Affectation des plus et moins-values nettes	
	29/09/2023	30/09/2022
II PART CAPI I		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	-141 847,59	384 331,43
Total	-141 847,59	384 331,43
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	0,00	0,00
Distribution unitaire	0,00	0,00

TABLEAU DES RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DE L'OPC AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Date	Part	Actif net	Nombre de titres	Valeur liquidative unitaire	Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris les acomptes)	Distribution unitaire sur résultat (y compris les acomptes)	Crédit d'impôt unitaire	Capitalisation unitaire sur résultat et PMV nettes
				€	€	€	€	€
30/09/2019	C1 PART CAPI C	47 475 595,86	331 548,925	143,19	0,00	0,00	0,00	-0,51
30/09/2019	C2 PART CAPI R	486 578,37	4 522,824	107,58	0,00	0,00	0,00	-0,38
30/09/2019	I1 PART CAPI I	6 337 610,21	63,846	99 264,01	0,00	0,00	0,00	133,04
30/09/2020	C1 PART CAPI C	41 697 584,29	315 167,693	132,30	0,00	0,00	0,00	0,59
30/09/2020	C2 PART CAPI R	564 022,54	5 675,049	99,38	0,00	0,00	0,00	0,43
30/09/2020	I1 PART CAPI I	5 883 485,19	63,846	92 151,19	0,00	0,00	0,00	863,14
30/09/2021	C1 PART CAPI C	44 250 835,77	292 640,435	151,21	0,00	0,00	0,00	-1,02
30/09/2021	C2 PART CAPI R	621 293,80	5 469,576	113,59	0,00	0,00	0,00	-0,76
30/09/2021	I1 PART CAPI I	6 752 899,65	63,846	105 768,56	0,00	0,00	0,00	-283,12
30/09/2022	C1 PART CAPI C	39 249 087,73	280 534,199	139,90	0,00	0,00	0,00	10,19
30/09/2022	C2 PART CAPI R	723 946,05	6 888,293	105,09	0,00	0,00	0,00	7,65
30/09/2022	I1 PART CAPI I	6 163 618,86	62,669	98 351,95	0,00	0,00	0,00	7 665,31
29/09/2023	C1 PART CAPI C	40 957 816,23	271 834,111	150,67	0,00	0,00	0,00	-2,09
29/09/2023	C2 PART CAPI R	842 109,60	7 440,307	113,18	0,00	0,00	0,00	-1,57
29/09/2023	I1 PART CAPI I	6 368 167,14	59,869	106 368,35	0,00	0,00	0,00	-1 026,22

SOUSCRIPTIONS RACHATS

	En quantité	En montant
C1 PART CAPI C		
Parts ou Actions Souscrites durant l'exercice	725,00000	110 224,89
Parts ou Actions Rachetées durant l'exercice	-9 425,08800	-1 413 891,97
Solde net des Souscriptions/Rachats	-8 700,08800	-1 303 667,08
Nombre de Parts ou Actions en circulation à la fin de l'exercice	271 834,11100	

	En quantité	En montant
C2 PART CAPI R		
Parts ou Actions Souscrites durant l'exercice	1 761,42700	200 720,87
Parts ou Actions Rachetées durant l'exercice	-1 209,41300	-134 937,28
Solde net des Souscriptions/Rachats	552,01400	65 783,59
Nombre de Parts ou Actions en circulation à la fin de l'exercice	7 440,30700	

	En quantité	En montant
II PART CAPI I		
Parts ou Actions Souscrites durant l'exercice	0,00000	0,00
Parts ou Actions Rachetées durant l'exercice	-2,80000	-301 734,41
Solde net des Souscriptions/Rachats	-2,80000	-301 734,41
Nombre de Parts ou Actions en circulation à la fin de l'exercice	59,86900	

COMMISSIONS

	En montant
C1 PART CAPI C	
Montant des commissions de souscription et/ou rachat perçues	0,00
Montant des commissions de souscription perçues	0,00
Montant des commissions de rachat perçues	0,00
Montant des commissions de souscription et/ou rachat rétrocédées	0,00
Montant des commissions de souscription rétrocédées	0,00
Montant des commissions de rachat rétrocédées	0,00
Montant des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00

	En montant
C2 PART CAPI R	
Montant des commissions de souscription et/ou rachat perçues	0,00
Montant des commissions de souscription perçues	0,00
Montant des commissions de rachat perçues	0,00
Montant des commissions de souscription et/ou rachat rétrocédées	0,00
Montant des commissions de souscription rétrocédées	0,00
Montant des commissions de rachat rétrocédées	0,00
Montant des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00

	En montant
II PART CAPI I	
Montant des commissions de souscription et/ou rachat perçues	0,00
Montant des commissions de souscription perçues	0,00
Montant des commissions de rachat perçues	0,00
Montant des commissions de souscription et/ou rachat rétrocédées	0,00
Montant des commissions de souscription rétrocédées	0,00
Montant des commissions de rachat rétrocédées	0,00
Montant des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00

FRAIS DE GESTION SUPPORTES PAR L'OPC

	29/09/2023
FR0010916189 C1 PART CAPI C	
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,50
Frais de fonctionnement et de gestion (frais fixes)	617 925,34
Pourcentage de frais de gestion variables	0,36
Commissions de surperformance (frais variables)	147 434,57
Rétrocessions de frais de gestion	0,00

	29/09/2023
FR0011668045 C2 PART CAPI R	
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,50
Frais de fonctionnement et de gestion (frais fixes)	11 381,87
Pourcentage de frais de gestion variables	0,36
Commissions de surperformance (frais variables)	2 742,02
Rétrocessions de frais de gestion	0,00

	29/09/2023
FR0013236692 I1 PART CAPI I	
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,00
Frais de fonctionnement et de gestion (frais fixes)	64 965,95
Pourcentage de frais de gestion variables	0,44
Commissions de surperformance (frais variables)	28 388,78
Rétrocessions de frais de gestion	0,00

CREANCES ET DETTES

	Nature de débit/crédit	29/09/2023
Créances	Coupons et dividendes	99 605,00
Total des créances		99 605,00
Dettes	Frais de gestion	352 483,25
Total des dettes		352 483,25
Total dettes et créances		-252 878,25

VENTILATION SIMPLIFIEE DE L'ACTIF NET

INVENTAIRE RESUME

	Valeur EUR	% Actif Net
PORTEFEUILLE	44 478 454,02	92,34
ACTIONS ET VALEURS ASSIMILEES	8 420 878,46	17,48
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILEES	31 391 671,93	65,17
TITRES DE CREANCES NEGOCIABLES	0,00	0,00
TITRES OPC	4 665 903,63	9,69
AUTRES VALEURS MOBILIERES	0,00	0,00
OPERATIONS CONTRACTUELLES	0,00	0,00
OPERATIONS CONTRACTUELLES A L'ACHAT	0,00	0,00
OPERATIONS CONTRACTUELLES A LA VENTE	0,00	0,00
CESSIONS DE VALEURS MOBILIERES	0,00	0,00
OPERATEURS DEBITEURS ET AUTRES CREANCES (DONT DIFFERENTIEL DE SWAP)	99 605,00	0,21
OPERATEURS CREDITEURS ET AUTRES DETTES (DONT DIFFERENTIEL DE SWAP)	-352 483,25	-0,73
CONTRATS FINANCIERS	-0,06	0,00
OPTIONS	0,00	0,00
FUTURES	-0,06	0,00
SWAPS	0,00	0,00
BANQUES, ORGANISMES ET ETS. FINANCIERS	3 942 517,26	8,18
DISPONIBILITES	3 942 517,26	8,18
DEPOTS A TERME	0,00	0,00
EMPRUNTS	0,00	0,00
AUTRES DISPONIBILITES	0,00	0,00
ACHATS A TERME DE DEVISES	0,00	0,00
VENTES A TERME DE DEVISES	0,00	0,00
ACTIF NET	48 168 092,97	100,00

PORTEFEUILLE TITRES DETAILLE

Désignation des valeurs	Emission	Echéance	Devise	Qté Nbre ou nominal	Taux	Valeur boursière	% Actif Net
TOTAL Actions & valeurs assimilées						8 420 878,46	17,48
TOTAL Actions & valeurs assimilées nég. sur un marché régl. ou assimilé						8 420 878,46	17,48
TOTAL Actions & valeurs ass. nég. sur un marché régl. ou ass.(sauf Warrants et Bons de Sous.)						8 400 413,27	17,44
TOTAL ALLEMAGNE						182 560,00	0,38
DE000TUAG505 TUI			EUR	35 000		182 560,00	0,38
TOTAL ESPAGNE						263 760,00	0,55
ES0105066007 CELLNEX TELECOM			EUR	8 000		263 760,00	0,55
TOTAL FINLANDE						387 659,85	0,80
FI0009000681 NOKIA			EUR	108 300		387 659,85	0,80
TOTAL FRANCE						6 527 603,37	13,56
FR0000051732 ATOS			EUR	9 800		64 758,40	0,13
FR0000073041 PIERRE ET VACANCES			EUR	205 000		256 660,00	0,53
FR0000120404 ACCOR			EUR	8 500		271 490,00	0,56
FR0000120578 SANOFI			EUR	6 000		608 880,00	1,26
FR0000120628 AXA			EUR	9 000		253 620,00	0,53
FR0000120644 DANONE			EUR	7 000		365 820,00	0,76
FR0000121014 LVMH MOET HENNESSY			EUR	200		143 280,00	0,30
FR0000124141 VEOLIA ENVIRONNEMENT			EUR	10 000		274 300,00	0,57

Désignation des valeurs	Emission	Echéance	Devise	Qté Nbre ou nominal	Taux	Valeur boursière	% Actif Net
FR0000125007 SAINT-GOBAIN			EUR	7 000		398 160,00	0,83
FR0000127771 VIVENDI			EUR	21 000		174 216,00	0,36
FR0000130809 SOCIETE GENERALE			EUR	30 305		698 378,73	1,46
FR0000131104 BNP PARIBAS ACTIONS A			EUR	5 000		302 150,00	0,63
FR0000133308 ORANGE			EUR	50 000		543 000,00	1,13
FR0010220475 ALSTOM REGROUPT			EUR	28 629		647 015,40	1,34
FR0010386334 CLARIANE SE			EUR	25 900		147 630,00	0,31
FR0011726835 GAZTRANSPORT TECHNIGAZ			EUR	4 000		466 000,00	0,97
FR0011981968 WORLDLINE			EUR	8 750		233 187,50	0,48
FR0012435121 ELIS			EUR	17 271		287 734,86	0,60
FR0013181864 CGG RGPT			EUR	123 064		82 969,75	0,17
FR0014008VX5 EUROAPI			EUR	130		1 550,90	0,00
FR001400J770 AIR FRANCE-KLM RGPT 2023			EUR	25 786		306 801,83	0,64
TOTAL ITALIE						256 126,50	0,53
IT0003497168 TELECOM ITALIA			EUR	865 000		256 126,50	0,53
TOTAL PAYS-BAS						782 703,55	1,62
NL0000226223 STMICROELECTRONICS			EUR	7 000		286 895,00	0,60
NL0000235190 AIRBUS			EUR	1 500		190 470,00	0,40
NL00150001Q9 STELLANTIS			EUR	16 775		305 338,55	0,62
TOTAL Bons de Souscriptions négo. sur un marché régl. ou assimilé						20 465,19	0,04

Désignation des valeurs	Emission	Echéance	Devise	Qté Nbre ou nominal	Taux	Valeur boursière	% Actif Net
TOTAL FRANCE						20 465,19	0,04
FR001400B4G1 PIERRE ET VAC.BSA CREANCIERS			EUR	75 797		20 465,19	0,04
TOTAL Obligations & Valeurs assimilées						31 391 671,93	65,17
TOTAL Obligations & valeurs assimilées nég. sur un marché régl. ou assimilé						31 391 671,93	65,17
TOTAL Obligations à taux fixe nég. sur un marché régl. ou assimilé						18 738 446,92	38,90
TOTAL BELGIQUE						500 650,68	1,04
BE0002936178 CRELAN TV23-280230	19/09/2023	28/02/2030	EUR	5		500 650,68	1,04
TOTAL BERMUDES						503 312,81	1,04
XS1061711575 AEGON TV14-250444 SUBORD.EMTN	25/04/2014	25/04/2044	EUR	500	4,00	503 312,81	1,04
TOTAL ALLEMAGNE						6 859 851,58	14,24
DE0001102366 ALLEMAGNE 1%14-150824	12/09/2014	15/08/2024	EUR	700 000 000	1,00	6 859 851,58	14,24
TOTAL ESPAGNE						380 598,67	0,79
XS2423013742 EDREAMS ODIGEO 5,5%040727	20/12/2021	15/07/2027	EUR	400	5,50	380 598,67	0,79
TOTAL FRANCE						7 229 568,31	15,01
FR0011619436 OAT 2,25%13-25052024	12/11/2013	25/05/2024	EUR	2 400 000	2,25	2 396 743,87	4,98
FR0013257557 RALLYE 4,371%17-280232 EMTN	23/05/2017	28/02/2032	EUR	4		440,00	0,00
FR0013403441 SOCIETE GENERALE 1,25%19-0224	15/02/2019	15/02/2024	EUR	9	1,25	897 567,04	1,86
XS1227287221 CROWN EURO.HOLDING 3,375% 15-0	05/05/2015	15/05/2025	EUR	320	3,38	316 940,00	0,66
XS1547407830 BNPP 1,125%17-101023 EMTN	10/01/2017	10/10/2023	EUR	1 900	1,12	1 919 958,07	3,99
XS1590067432 LOXAM 6%17-150425	04/04/2017	15/04/2025	EUR	900	6,00	459 659,77	0,95

Désignation des valeurs	Emission	Echéance	Devise	Qté Nbre ou nominal	Taux	Valeur boursière	% Actif Net
XS2205088896 PARTS EUROPE 6,5%20-160725	17/07/2020	16/07/2025	EUR	500	6,50	507 076,67	1,05
XS2328426445 CASINO GUICHARD PER 5,25%21-27	13/04/2021	15/04/2027	EUR	1 200	5,25	16 632,00	0,03
XS2402071760 MIDCO GB TV21-011127	02/11/2021	01/11/2027	EUR	400	7,75	397 828,89	0,83
XS2553825949 FAURECIA 7,25%22 150626	15/11/2022	15/06/2026	EUR	300	7,25	316 722,00	0,66
TOTAL ROYAUME UNI						477 982,92	0,99
XS1577947440 INEOS FINANCE 2,125%17-151125	03/11/2017	15/11/2025	EUR	500	2,12	477 982,92	0,99
TOTAL LUXEMBOURG						380 043,33	0,79
XS2079032483 ARD FINANCE TV19-300627	20/11/2019	30/06/2027	EUR	500 000	5,00	380 043,33	0,79
TOTAL PAYS-BAS						1 963 587,95	4,08
XS0454773713 KPN 5,625%09-300924 MTN	30/09/2009	30/09/2024	EUR	1 300	5,62	1 321 347,38	2,75
XS2111948126 SUMMER BIDCO 9%20-151125	06/02/2020	15/11/2025	EUR	200 000	9,00	230 836,35	0,48
XS2178833773 STELLANTIS 3,875%20-0126	07/07/2020	05/01/2026	EUR	400	3,88	411 404,22	0,85
TOTAL SUEDE						442 850,67	0,92
XS2541437583 VERISURE HOLD 9,25%22 151027	12/10/2022	15/10/2027	EUR	400	9,25	442 850,67	0,92
TOTAL Obligations à taux variable, révisable nég. sur un marché régl. ou assimilé						626 033,38	1,30
TOTAL FRANCE						203 680,25	0,42
XS2403031912 BURGER KING FR TV21-011126	02/11/2021	01/11/2026	EUR	200		203 680,25	0,42
TOTAL LUXEMBOURG						422 353,13	0,88
XS2250154494 GARFUNKELUX HOLDCO 010526	21/10/2020	01/05/2026	EUR	500		422 353,13	0,88
TOTAL Obligations convertibles nég. sur un marché régl. ou assimilé						3 128 920,84	6,50

Désignation des valeurs	Emission	Echéance	Devise	Qté Nbre ou nominal	Taux	Valeur boursière	% Actif Net
TOTAL AUTRICHE						191 218,32	0,40
AT0000A33R11 VOESTALPINE 2,75%23-280428 CV	28/04/2023	28/04/2028	EUR	2	2,75	191 218,32	0,40
TOTAL ALLEMAGNE						573 606,00	1,19
DE000A2LQRA1 RAG-STIFTUNG 0%18-021024 EXCH.	02/10/2018	02/10/2024	EUR	6		573 606,00	1,19
TOTAL ESPAGNE						545 099,59	1,13
XS2257580857 CELLNEX 0,75%20-201131 CV	20/11/2020	20/11/2031	EUR	7	0,75	545 099,59	1,13
TOTAL FRANCE						1 818 996,93	3,78
FR0013448412 UBISOFT 0%19-240924 OCEANE	19/09/2019	24/09/2024	EUR	5 000		545 280,00	1,13
FR0014002JO2 FNAC DARTY OC 0,25%23032027	23/03/2021	23/03/2027	EUR	5 333	0,25	360 030,83	0,75
FR0014005AO4 CLARIANE 1.875PCT ODIRNANE CV	08/09/2021	31/12/2050	EUR	14 391		422 807,58	0,88
FR001400GVB0 WENDEL 2,625% 270326	27/03/2023	27/03/2026	EUR	5	2,62	490 878,52	1,02
TOTAL Obligations indexées négo. sur un marché régl. ou assimilé						4 416 233,43	9,17
TOTAL FRANCE						3 111 977,55	6,46
FR0012558310 OAT 0,10%15-01032025 INDX	19/02/2015	01/03/2025	EUR	2 700 000	0,10	3 111 977,55	6,46
TOTAL ITALIE						1 304 255,88	2,71
XS2597970800 INTESA SANPAOLO TV23-170325	17/03/2023	17/03/2025	EUR	1 300		1 304 255,88	2,71
TOTAL Titres subordonnés (TSR - TSDI)						4 482 037,36	9,30
TOTAL AUTRICHE						214 953,48	0,45
XS1294343337 OMV TV15-PERP.	07/12/2015	31/12/2050	EUR	200		214 953,48	0,45
TOTAL BELGIQUE						520 530,21	1,08

Désignation des valeurs	Emission	Echéance	Devise	Qté Nbre ou nominal	Taux	Valeur boursière	% Actif Net
BE6279619330 ETHIAS 5%15-140126 SUBORD.	14/07/2015	14/01/2026	EUR	5	5,00	520 530,21	1,08
TOTAL FRANCE						2 739 378,07	5,67
FR0011401751 EDF TV13-PERPETUEL EMTN	29/01/2013	31/12/2050	EUR	3		304 215,99	0,63
FR0011896513 GROUPAMA TV14-PERPETUAL	28/05/2014	31/12/2050	EUR	9		921 037,57	1,91
FR0013299641 BNP CARDIF 1%17-291124	29/11/2017	29/11/2024	EUR	10	1,00	969 138,36	2,00
FR0014003Y09 MACIF 0,625%21-210627	21/06/2021	21/06/2027	EUR	3	0,62	259 939,79	0,54
XS0210434782 AXA TV05-PERP. EMTN	25/01/2005	31/12/2050	EUR	312	3,00	285 046,36	0,59
TOTAL ITALIE						513 370,68	1,07
XS1953271225 UNICREDIT TV19-200229	20/02/2019	20/02/2029	EUR	500		513 370,68	1,07
TOTAL PAYS-BAS						493 804,92	1,03
XS1115800655 ASR NEDERLAND TV14-PERP.SUB.	30/09/2014	31/12/2050	EUR	500		493 804,92	1,03
TOTAL Titres d'OPC						4 665 903,63	9,69
TOTAL OPCVM et équivalents d'autres Etats membres de l'UE						4 665 903,63	9,69
TOTAL FRANCE						4 665 903,63	9,69
FR0012696102 SPPI MULTI-OBLIG FCP 3DEC			EUR	20 000		2 110 600,00	4,38
FR0013220639 BELHARRA EURO I FCP 3DEC			EUR	17,5		2 555 303,63	5,31
TOTAL Contrats financiers						-0,06	0,00
TOTAL Contrats financiers avec appel de marge						-0,06	0,00
TOTAL Engagements à terme fermes						-0,06	0,00
TOTAL FRANCE						21 891,62	0,05

Désignation des valeurs	Emission	Echéance	Devise	Qté Nbre ou nominal	Taux	Valeur boursière	% Actif Net
MARF.EUR Appels marge futures			EUR	-35 300		-35 300,00	-0,07
MARF.USD Appels marge futures			USD	60 468,7		57 191,62	0,12
TOTAL AUTRES PAYS						-21 891,68	-0,05
FESXZ3F00002 STX50E-EUX 1223			EUR	-42		27 300,00	0,05
FGBSZ3F00002 SCHATZ-EUX 1223			EUR	-40		8 000,00	0,02
USN2Z3F00002 TNote 2Y-CB 1223			USD	30		-13 965,41	-0,03
USN5Z3F00002 TNote 5Y-CB 1223			USD	50		-43 226,27	-0,09

COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU REGIME FISCAL DU COUPON

(selon l'article 158 du CGI)

Coupon de la part C1 : Information relative à la part à la part éligible à l'abattement de 40%		
	NET UNITAIRE	DEVISE
Dont montant éligible à l'abattement de 40% *		EUR

(*) Cet abattement ne concerne que les porteurs et actionnaires personnes physiques

COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU REGIME FISCAL DU COUPON

(selon l'article 158 du CGI)

Coupon de la part C2 : Information relative à la part à la part éligible à l'abattement de 40%		
	NET UNITAIRE	DEVISE
Dont montant éligible à l'abattement de 40% *		EUR

(*) Cet abattement ne concerne que les porteurs et actionnaires personnes physiques

COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU REGIME FISCAL DU COUPON

(selon l'article 158 du CGI)

Coupon de la part I1 : Information relative à la part à la part éligible à l'abattement de 40%		
	NET UNITAIRE	DEVISE
Dont montant éligible à l'abattement de 40% *		EUR

(*) Cet abattement ne concerne que les porteurs et actionnaires personnes physiques